vant des accidents géographiques ; ces mêmes accidents ont guidé l'extension des politiques primordiales. Mais cette règle n'est pas générale, et souffre de notables exceptions partout où, grâce à l'absence des obstacles naturels, la délimitation des continents n'a pas empêché la confusion des races, et par suite le groupement des peuples et le rapprochement des intérêts. — Nous entendons donc bien que, là où l'argument géographique est en contradiction avec l'argument ethnographique, le premier doit céder le pas au second, et que ces groupements subséquents forment des « *continents politiques*, » où s'agit, dans un sens général unique, le souci de la destinée des États qui les composent. Ce sont ces continents politiques qui font l'objet de notre actuelle distinction.

*
* *

Un seul cas exceptionnel est ici à examiner : c'est celui où, dans l'exercice de ses droits politiques spéciaux, l'État mineur vient, par une sorte de ricochet, à contrarier les vues, ou léser les intérêts d'un troisième État, sans qu'il ait eu, en droit ni en fait, à intervenir dans les relations diplomatiques entretenues avec cet État, soit par sa métropole, soit par les autres puissances ; et de plus, les vues et intérêts en question n'ont pas lieu d'être traités dans les relations qui unissent normalement ce troisième État à la métropole, en leur qualité d'États autonomes. Une certaine contradiction des principes constitutifs du Protectorat semble éclater dans cette situation ; car les intérêts *seuls* du protégé sont en jeu, et lui seul semble avoir la capacité intellectuelle de les défendre ; et, d'autre part,